

## JULIETTE TUAKLI

Présidente-directrice générale du groupe médical CHILDAccra, présidente sortante de United Way Worldwide, ambassadrice de Mercy Ships Africa, directrice médicale

**Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin**

Je voudrais passer la parole à Madame Juliette Tuakli.

### Juliette Tuakli

Je voudrais commencer par dire à quel point j'étais heureuse que l'Afrique ait été présente en session plénière au début de la World Policy Conference hier ; c'était très encourageant. Comme d'autres membres l'ont déclaré, la crise sanitaire mondiale et la pauvreté poussent à une transformation verte et numérique en Afrique. Lorsqu'un orateur a déclaré hier que les guerres climatiques devaient être gagnées à Lagos, Delhi et Bogota, pas à Bruxelles, j'ai senti qu'il avait tapé dans le mille. L'impact de la répartition inéquitable et des pénuries d'énergie sur la santé et l'éducation est considérable sur notre continent. On estime que 600 millions de personnes en Afrique n'ont jamais utilisé d'électricité, soit la moitié de la population totale de l'Afrique. Par ailleurs, il existe une reconnaissance croissante de notre vulnérabilité aux chocs climatiques et de l'impact sur les moyens de subsistance de nos jeunes, à la fois présents et futurs. Nous dépendons toujours de façon considérable de l'agriculture pluviale et du pastoralisme, et ceux-ci sont essentiels à la production et à la sécurité alimentaires dans une grande partie du continent. De plus, les pénuries d'énergie alimentent également une demande croissante pour un meilleur accès à la fois à l'électricité et à l'énergie propre. Il convient de noter que notre pauvreté énergétique n'est pas homogène, par exemple, au Soudan du Sud, seul 5 % de la population a accès à l'électricité, contre 80 % en Afrique du Sud, et dans le pays où je réside, le Ghana. Cependant, les perspectives d'expansion de l'accès au réseau électrique sont toujours minces et pourtant notre consommation d'électricité va plus que doubler au cours des 20 prochaines années, car étant tirée par la croissance du revenu par habitant, par une urbanisation accrue et très rapide et par une transformation économique continue. Ainsi que par une augmentation minimale prévue de 50 % de la population, pour notre population de déjà 1,2 milliard ce qui, comme cela a été mentionné plus tôt, nous fait même dépasser l'Inde.

L'Afrique subsaharienne a un potentiel énergétique beaucoup plus important pour l'énergie solaire et dans une moindre mesure l'énergie éolienne – je n'entrerai pas dans les raisons pour cela – et les coûts d'infrastructure de l'énergie renouvelable y sont aussi plus faibles. Les options en énergies renouvelables semblent particulièrement viables pour les zones éloignées ou isolées hors réseau où l'accès à l'électricité reste un défi réel et pressant. Je m'attends

pleinement à ce que nous brûlions les étapes des systèmes énergétiques distribués, de la même manière que nous sommes passés directement aux téléphones cellulaires en laissant de côté les réseaux téléphoniques fixes. Cependant, en l'absence d'investisseurs privés pour financer des investissements innovants, les entreprises et les ménages continueront à recourir à des énergies fossiles à petite échelle, du charbon au kérosène, ou du diesel à l'essence. Les conséquences, pour citer Winston Churchill pour la deuxième fois aujourd'hui, seraient « trop horribles à envisager ».

La croissance de nos besoins en énergie et en électricité présente cependant une opportunité économique extraordinaire pour des mécanismes de financement qui vont au-delà des modèles de financement public-privé traditionnels auxquels nous sommes habitués, parallèlement aux opportunités multilatérales et d'aide au développement. Certaines de ces opportunités pourraient provenir de la Banque africaine de développement et de la diaspora africaine. La Banque africaine de développement vient d'accepter de s'associer à l'OMS dans le cadre de l'initiative Africa Connect, qui exploitera stratégiquement les investissements de la diaspora africaine dans la santé et les infrastructures sur le continent. Je pense qu'il est bon que nous nous souvenions que l'aide publique au développement à l'Afrique en 2021 s'élevait à 35 milliards de dollars. Cependant, cela ne représentait que 36 % de la valeur des versements de la diaspora, qui était de 95,6 milliards de dollars, l'Égypte et le Nigéria représentant au moins 50 % de tous les versements vers le continent et fournissant ainsi une forme de prêt concessionnel. Cette nouvelle initiative est particulièrement importante pour nous et pour les initiatives de financement menées par des Africains qui répondent à la fois à nos besoins en énergie propre et à nos besoins en électricité, particulièrement essentiels à notre santé et à notre éducation.